

gauche, qui vitupèrent désormais leur « islamophobie » comme, cinquante ans plus tôt, on leur reprocha leur « bellicisme ».

Le fameux « sinistrisme » français pousse depuis deux siècles le théâtre politique dans un mouvement continu vers la gauche, et transforme inexorablement la droite française en une ancienne gauche désillusionnée, et l'ancienne droite en un extrémisme qui n'a souvent besoin de personne pour s'ostraciser.

Le nationalisme français de la fin du XIX^e siècle est pourtant plus complexe que sa caricature. Un nationalisme de défaite, de repli sur soi, pour panser ses plaies, de ressentiment, de nostalgie, et même de paranoïa. Mais un nationalisme qui refuse de suivre les penchants racistes de son grand ennemi germanique : « Nous sommes des nationalistes. Nous ne sommes pas des nationalistes allemands, pouvait-on lire dans le journal de l'Action française du 1^{er} octobre 1926. Nous n'avons aucune doctrine qui nous soit commune avec eux. Toutes les falsifications, tous les abus de textes peuvent être tentés : on ne fera pas de nous des racistes ou des gobinistes. »

Un siècle plus tard, Pierre-André Taguieff, dans *La Couleur et le sang*, leur donnera acte : si le racialisme de Gobineau n'a pas fait école en France, c'est notamment du fait « de l'incompatibilité du nationalisme français, incarné par l'Action française, avec toute forme de matérialisme biologique ».

En 1918, seul Bainville, l'historien de l'*Action française*, comprit que le traité de Versailles n'effacerait pas celui de Vienne de 1815. Il était, selon la formule célèbre, trop mou pour ce qu'il avait de dur, trop dur pour ce qu'il avait de

mou ; tout était vain. Devant la faiblesse de la France, une partie de la droite fut tentée de renoncer et d'abandonner toute politique nationale dans le giron protecteur de l'Europe allemande ; une minorité, de ressusciter le programme réactionnaire de Charles X contre 1789 ; certains rares esprits y verraient l'occasion tant attendue de se venger d'une Angleterre qui avait empêché opiniâtrement la domination française sur l'Europe. L'essentiel était désormais l'unification du continent, retrouver cet Empire romain qui nous échappait chaque fois que l'on croyait l'avoir ressuscité, même sous direction germanique : « Il faut détruire Carthage », scandait inlassablement Philippe Henriot sur les ondes de Radio-Paris. C'est ainsi que la droite des affaires retrouva la droite des « idéalistes » de l'Europe nouvelle qui rêvait d'un monde débarrassé de l'influence ploutocratique que les Anglais avaient transmise au monde *via* leur empire, l'Amérique, et... le poison juif. Ceux-ci – néo-pacifistes et vieux antisémites – retrouvèrent leurs adversaires de gauche – néo-antisémites mais vieux pacifistes – qui les jugèrent souvent collaborateurs trop tièdes, trop imprégnés encore par la germanophobie maurrassienne.

Ils n'avaient pas tort. Le maurrassisme survécut à Charles Maurras. Alors que le vieux maître soliloquait sur « la divine surprise » de la victoire politique de Pétain – qu'on interpréta, ingénument ou malignement, comme une satisfaction affichée de la défaite –, beaucoup de ses disciples, imprégnés du patriotisme et de la germanophobie qu'il leur avait inculqués, refusèrent la défaite, et se retrouvèrent aux premières loges à Londres ou dans le maquis.

Au milieu d'un nouvel amoncellement de noms et de biographies, mais dans le sens inverse, Simon Epstein exhume l'un des secrets bien gardés de la République, à savoir la domination sans conteste, à Londres et dans les premiers maquis, de la gente d'extrême droite, anti-dreyfusards vieillissants, militants juvéniles de l'Action française, admirateurs éblouis de Charles Maurras, souvent antisémites, parfois même cagouleurs, qui surmontèrent difficilement leurs préventions à l'égard des Juifs et des Anglais, pour se battre à leurs côtés sous l'étendard glorieux de la France libre gaulliste et de la Résistance. Georges Valois, fondateur du Faisceau, embryon de mouvement fasciste dans les années 1920, périt à Bergen-Belsen ; Jacques Arthuys, dirigeant de son organisation civile et militaire (OCM), périt lui aussi en déportation ; Philippe Barrès, le fils de Maurice Barrès, sera gaulliste ; Jacques Debû-Bridel, André Rousseaux, Philippe Lamour. « À lire les noms, à étudier les biographies et à évoquer les destins de ces membres du Faisceau, on en vient à penser – en forçant, bien sûr, la boutade à l'extrême – que, si la France a collaboré, ce n'est pas d'avoir été trop fasciste, ce serait plutôt de ne l'avoir pas été assez... »

Mais l'arbre Maurras cacha la forêt des résistants maurrassiens. Nouveau paradoxe français pointé par Simon Epstein : « Que le pacifisme fut le vecteur principal de la collaboration, que les pacifistes furent nombreux à collaborer, et qu'ils fournirent de très nombreux collaborateurs, que la gauche fut dominante dans la collaboration parce qu'elle fut dominante dans le pacifisme – toutes ces vérités dérangeantes échapperont aux politiciens, aux

polémistes et aux historiens soucieux d'inculper "toutes les droites" et de leur faire porter le chapeau exclusif des erreurs, des trahisons et des crimes qui ont endeuillé, à jamais, les années 1940-1944. Ils chargeront Maurras de forfaits commis par des gens qui, pour beaucoup, étaient des anti-maurrassiens endurcis. Ils s'acharneront sur La Rocque, qui, vraiment n'y était pour rien. Ils débusqueront des "fascistes" un peu partout, y compris (et surtout là) où il n'y en avait pas et ils ignoreront les pacifistes, intransigeants et candides à la fois, qui se fascinèrent pour l'Allemagne de Hitler autant qu'ils s'étaient pris d'empathie, quelques années auparavant, pour celle de Stresemann. Ils poursuivront de leur vindicte ceux qui disaient "mieux vaut Hitler que Blum" ou "mieux vaut Hitler que Staline" mais déborderont de prévenance pour ceux qui, au même moment, avec autant de souffle et autant de conviction, scandaient : "Mieux vaut la servitude que la guerre". »

La droite mourut d'un crime majoritairement commis par la gauche (hormis les communistes, bien sûr, mais à partir de juin 1941). La droite perdit son influence sur les esprits *via* l'université, mais surtout renonça à ce qui faisait sa limite, mais aussi sa grandeur : le conservatisme. Elle adopta le zèle frénétique de l'époque, le mouvement perpétuel confondu avec le progrès, et battit en retraite devant les exigences d'un marché dont elle s'enticha, sans se rendre compte que la domination sans partage de celui-ci imposait la mort de tout ce à quoi elle tenait : famille, travail, patrie. La droite française n'avait pas lu Marx ! Seul le général de Gaulle tenta l'impossible synthèse, le mouvement et le conservatisme, la droite et la

gauche, la nation et l'Europe, l'autorité de l'État et la démocratie, l'industrialisation à marches forcées et le respect des traditions, la massification de l'école et le maintien du niveau scolaire, l'alliance américaine et l'affirmation de la puissance française. Mais son suicide électoral de 1969 sonna comme le renoncement du grand homme à tenir ensemble tous les fils d'une époque qui le portait où il ne voulait pas aller.

Mai 68 tua de Gaulle parce qu'il dévoila le mystère de sa gloire, en révéla les aspects ridicules, lorsque des jeunes gens de vingt ans désarmés l'imitèrent, le singèrent, le parodièrent, en faisant du verbe leur seule arme de destruction massive. La « déconstruction » de Deleuze avait joué à plein son rôle nihiliste. De Gaulle ne survécut qu'en mimant une dernière fois la montée aux extrêmes de la guerre civile, par sa « fuite » à Baden-Baden, en concentrant des troupes aux portes de Paris. Puis, humilié, il trouva la première occasion pour abandonner le pouvoir et la vie, lassé de « faire comme si ».

C'est sa faiblesse qui depuis lors séduit tant la gauche, sa puissance limitée au verbe ; fort, il eût été un vulgaire Richelieu ou Napoléon ; faible, il était un poète. Admirable. Il aurait tant plu à Mme de Staël.

La gauche intellectuelle française ne cache plus désormais sa fascination pour de Gaulle. Après l'intermède de sa présence au pouvoir, où elle fit semblant de voir en lui un général fasciste – selon la thématique forgée par la III^e internationale communiste dès les années 1930, qui recommandait de caricaturer tout adversaire de droite sous les traits d'un fasciste – puis « l'homme des trusts et de la bourgeoisie », elle l'a récupéré sans vergogne dès

son abandon du pouvoir, coupant, occultant, déformant. Réécrivant la geste.

Aussitôt après que le géant mourut, les deux droites se rapprochèrent peu à peu jusqu'à fusionner. État contre marché, nation contre Europe, Paris contre province, ces affrontements classiques jetèrent leurs derniers feux, un brin forcés, surjoués, entre Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac. La victoire politique finale de Chirac sonna paradoxalement le glas idéologique de la droite bonapartiste et gaulliste, vaincue par la mondialisation et l'Europe. Un curieux partage des rôles s'ébaucha tacitement, la droite gaulliste et bonapartiste conservant les meilleures places, tandis que sa vieille rivale orléaniste, libérale, européiste, conquérait les esprits. Cette « orléanisation » générale ouvrit un espace politique inespéré à une droite « nationale » qui tentait vainement jusque-là de rassembler au sein d'un même mouvement anciens résistants maurrassiens et collabos non repentis, dont certains s'étaient retrouvés à l'occasion du combat perdu pour l'Algérie française. Mais ce Front national – nom inspiré de manière révélatrice à Jean-Marie Le Pen par le rassemblement forgé par les communistes à la Libération –, s'il permit à la gauche socialiste de François Mitterrand de perdurer au pouvoir, ne réussit jamais à vaincre l'ostracisme autour de son parti en souvenir – certes confus et nébuleux, et fort schématique – de la Seconde Guerre mondiale.

La gauche régla de la même manière le séculaire affrontement des deux gauches au cours du second mandat de François Mitterrand. La gauche jacobine et égalitariste garda le pouvoir, tandis que sa vieille rivale girondine et libérale imposait ses idées. Il n'est pas inno-

devenus les gueux de la nouvelle Allemagne. Les Rhénans, et surtout les Bavarois, prennent une revanche parfois ostentatoire. « L'Est a reçu, depuis 1990, 1 450 milliards d'euros de transferts publics. Mais le fameux slogan qui accompagne la chute du mur de Berlin, "Nous sommes un seul peuple", ne rencontre plus l'approbation que de 23 % des Allemands de l'Ouest et de 14 % des Allemands de l'Est » (*Le Monde* du 16 septembre 2005). Les choix récents de politique économique du gouvernement berlinois ont forgé un nouveau prolétariat qui recrute souvent en Prusse, vote pour le Linkpartei d'Oskar Lafontaine, et entretient l'« ostnostalgie ». Les Ossies sont aussi méprisés par leurs compatriotes de l'Ouest que les Wallons le sont par les Flamands, ou les « *terroni* » du Sud par les Italiens du Nord ; mais, au contraire de ces pays, cette mésestime populaire n'a pas de relais politiques ; l'État libre de Bavière se contente pour l'instant des souplesses que lui octroie le statut de *Land*. Jusqu'à quand ?

L'idée nationale continue à faire tourner la roue de l'histoire ; mais elle descend désormais au niveau de l'ethnie, et risque de détruire les États-nations édifiés au fil des siècles. La chute de l'URSS a permis aux anciens captifs des tsars, Ukrainiens, Géorgiens, etc., de recouvrer une liberté fragile. À l'été 2008, les chars russes tiraient sur les Géorgiens pour protéger « leurs » Ossètes. La Yougoslavie ne fut peut-être pas une exception, mais une prémonition ; pas un tabou brisé mais un retour du refoulé ; la guerre revient à pas de loup sur le continent européen.

À l'ouest, le mouvement demeure – encore – pacifique. Catalans, Écossais, Lombards et Piémontais, tous pous-

sent les feux de l'« autonomie ». Tous rêvent d'indépendance. De se débarrasser de leurs « parasites » et de leurs « fainéants ». Les constructions nationales les plus anciennes, qu'on croyait les plus solides – du traité d'union qui avait fondé le Royaume-Uni en 1707 à la réunion des Espagnes sous Isabelle la Catholique à la fin du xv^e siècle –, vacillent. Même la France, le pays le plus farouchement centralisateur, a dû concéder aux Corses ou aux départements et territoires d'outre-mer d'innombrables « dérogations » au droit commun, parfois contraires, comme en Nouvelle-Calédonie, aux principes républicains les plus fondamentaux. L'effondrement de l'empire soviétique à l'est a entraîné l'éloignement du maître américain à l'ouest. Après la chute du mur de Berlin, l'Europe a cru se substituer en douceur à l'Oncle Sam. Devenue la première puissance commerciale du monde, elle (se) paierait la redoutable machine de guerre américaine comme les souverains de la guerre de Trente Ans s'offraient les services des lansquenets. L'Europe se croyait en avance. Après avoir inventé la nation, elle ouvrait l'ère postnationale. Après l'histoire faite à coups d'épée, celle des négociations et compromis. Après la guerre, la paix. Après le « *hard power* » le temps du « *soft power* ». Les autres y viendraient, suivraient. En raison de son passé glorieux, mais aussi des horreurs commises par elle, l'Europe devait éclairer ce chemin.

Les institutions européennes de Bruxelles jouèrent un jeu fort ambigu. Elles appuyèrent les régionalismes, donnant un statut d'interlocuteur officiel à toutes les régions, afin d'affaiblir les États centraux. Mais, refusant d'édifier un super-État, elles entreprirent de construire

l'Europe par le vide du marché et du droit. La crise financière de l'automne 2008 a détruit son modèle sous ses yeux effarés. La balkanisation annoncée du continent la tétanise ; le retour des tensions nationalistes la laisse sans voix.

Ainsi, à partir du III^e siècle après J.-C., l'affaiblissement de Rome entraîna un lent délitement de l'Empire d'Occident, une aspiration par le bas des provinces de Germanie, de Gaule, ou d'Espagne, qui précédèrent et préparèrent le grand effondrement du V^e siècle.

La décomposition belge prend « Bruxelles » à son propre piège. Un des États fondateurs du Marché commun, pays modèle de l'Europe – fédéralisme, multilinguisme, libre-échange – s'affaisse, au risque d'emmener dans sa chute toute la construction européenne. La Belgique est l'épicentre d'un mouvement historique inouï. Si elle tombe, le jeu de dominos pourrait s'accélérer.

« Cette frontière des races et des langues européennes est un grand théâtre des victoires de la vie et de la mort. Les hommes poussent vite, multiplient à étouffer ; puis les batailles y pourvoient. Là se combat à jamais la grande bataille des peuples et des races. Cette bataille du monde, qui eut lieu, dit-on, aux funérailles d'Attila, elle se renouvelle incessamment en Belgique entre la France, l'Angleterre et l'Allemagne, entre les Celtes et les Germains. C'est là le coin de l'Europe, le rendez-vous des guerres. Voilà pourquoi elles sont si grasses, ces plaines ; le sang n'a pas le temps d'y sécher ! Lutte terrible et variée ! À nous les batailles de Bouvines, Roosebeck, Lens, Steinkerque, Denain, Fontenoy, Fleurus, Jemmapes ;

à eux, celles des Éperons, de Courtrai ; faut-il nommer Waterloo ? »

Il faut toujours partir de Michelet. Entre Meuse et Escaut, on retrouve toutes nos batailles, tous nos espoirs, tous nos drames : Bouvines, Lens, Denain, Fontenoy et Audernade, près de l'Escaut ; Steinkerque, Nerwinde, Ramillies, Seneffe, Ligny, Waterloo, entre Escaut et Meuse ; Malplaquet, Wattignies et les champs quatre fois ensanglantés de Fleurus, près de la Sambre ; Rocroi, Raucoux, Lawfeld, près de la Meuse ; plus au nord, Mons-en-Puelle, Cassel et Roosebeck, nos grandes batailles flamandes ; plus à l'est, à Hondschoote, Crécy et Azincourt, trois de nos cinq grandes batailles contre les Anglais. Le XX^e siècle a ajouté son lot de gloire et de morts. La bataille de la Somme et le Chemin des Dames et l'Argonne, au nord de Verdun en 1914-1918 ; en 1940, Gembloux (Belgique), Stonne (Ardennes), le bois d'Inor (Meuse), le Mont-Dieu (Ardennes), Montcornet (Aisne). En 1914, les Liégeois bloquèrent une partie de l'armée allemande qui fonçait sur Paris, et permirent ainsi à l'armée française de se réorganiser pour arrêter les Allemands sur la Marne. En 1919, la ville de Liège reçut la Légion d'honneur pour ce haut fait d'armes. En 1945, c'est à Liège que fut érigé le monument national de la Résistance.

Clausewitz l'avait établi : « Le point faible de la monarchie française se trouve entre Bruxelles et Paris. » Déjà, Charles Quint disait : « Paris est dans mon Gand. » D'où l'obsession de cette rive gauche du Rhin qui mettait le grand fleuve comme barrière salvatrice, et que la France atteignit en 1795.

Les Français eurent alors l'impression de rentrer chez eux ; la nature elle-même prenait parti pour nous ; l'Escaut appuyait Saint-Just à Fleurus et, pour prolonger son séjour chez nous, la Meuse accumulait les méandres comme des procédures dilatoires. Mais le feu de la gloire française de la Révolution, né à Jemmapes et à Fleurus, s'éteignit dans les mêmes plaines belges vingt ans plus tard, à Ligny et à Waterloo.

La Belgique est la RDA de la France. La plaie jamais cicatrisée de Waterloo comme le mur de Berlin fut celle de l'Allemagne vaincue. Chaque fois, les « Alliés » punirent le perdant, et se protégèrent d'un retour de son « expansionnisme ».

Les Anglais s'y prirent à deux fois. En 1815, ils mirent les Belges sous la coupe des Hollandais. Avec le grand-duché de Luxembourg, ils inventèrent alors le futur Benelux. Ils construisirent le long de la frontière des Pays-Bas une ligne de forteresses. Ce mur appelé « barrière », les Anglais avaient déjà tenté de l'édifier un siècle plus tôt contre Louis XIV. Talleyrand céda, mais trouva des raisons d'espérer : « L'espèce d'amitié protectrice que l'Angleterre croit établir entre elle et le nouvel État me semble être pour longtemps encore un rêve politique. Un royaume composé d'un pays de commerce (la Hollande) et d'un pays de fabriques (la Belgique) doit devenir un rival de l'Angleterre ou être annulé par elle et par conséquent être mécontent. »

Le Diable boiteux avait vu juste. En 1830, près d'un mois après la révolution parisienne, des émeutes éclatèrent à la suite de la représentation théâtrale de *La Muette de Portici*, un drame lyrique plutôt médiocre de Daniel

François Esprit Auber, et son célèbre duo pour ténor et baryton, « Amour sacré de la patrie ». On se révolta dans les rues de Liège aux cris de : « Vive la France ! » Charles Rogier, un Français de Saint-Quentin, prit la tête du soulèvement. *La Marseillaise* fut entonnée, le drapeau tricolore hissé. Bruxelles s'embrasait. Le 25 août 1830, on arbora aux fenêtres de la mairie de Bruxelles les trois couleurs. Les Anglais menacèrent discrètement la France. À peine assis sur le trône de son cousin enfui en Angleterre, Louis-Philippe envoyait Talleyrand négociateur afin d'éviter une nouvelle guerre européenne. Déjà, l'armée française intervenait discrètement en Belgique pour protéger les insurgés contre les troupes hollandaises ; mais – et cela changeait tout – avec l'accord de l'Angleterre. « Talley » s'installait à Londres dont il devint la coqueluche. Il bricola une Belgique de bric-wallons et de broc-flamands, à laquelle il ne croira jamais : « Il n'y a pas de Belges, il y a des Wallons et des Flamands », dira-t-il jusqu'à la fin de ses jours. Il savait de quoi il parlait. Wallons et Flamands n'avaient jamais connu de destin commun sauf en deux périodes particulières de l'histoire : sous l'empire de Charlemagne et lors de leur intégration à la France, de 1795 à 1815.

Baudelaire ne dirait pas autre chose quelques années plus tard : « Il n'y a pas de peuple belge, proprement dit. Il y a des races flamandes et wallonnes, et il y a des villes ennemies. Voyez Anvers. La Belgique, arlequin diplomatique. »

La verve caustique de *Pauvre Belgique!* serait aujourd'hui condamnée par les bonnes âmes du politi-

quement correct, mais elle montre que la « question belge » est aussi vieille que la Belgique.

« L'annexion est un thème de conversation belge. C'est le premier mot que j'aie entendu ici, il y a deux ans. À force d'en parler, ils ont contraint nos perroquets du journalisme français à répéter le mot. Une grande partie de la Belgique la désire. Mais c'est une mauvaise raison. Il faudrait d'abord que la France y consentît. La Belgique est un enfant déguenillé et morveux qui saute au cou d'un beau monsieur, et qui dit : "Adoptez-moi, soyez mon père !" Il faut que le monsieur y consente. Je suis contre l'annexion. Il y a déjà assez de sots en France, sans compter tous nos anciens annexés, Bordelais, Alsaciens, ou autres. Mais je ne serais pas l'ennemi d'une invasion et d'une razzia, à la manière antique, à la manière d'Attila. Tout ce qui est beau pourrait être porté au Louvre. Tout cela nous appartient plus légitimement qu'à la Belgique, puisqu'elle ne comprend plus rien. Et puis, les dames belges feraient connaissance avec les Turcos, qui ne sont pas difficiles. La Belgique est un bâton merdeux : c'est là surtout ce qui crée son inviolabilité. Ne touchez pas à la Belgique ! » À l'époque, Baudelaire parle de l'annexion de toute la Belgique, ce qui donne une idée du recul de la puissance française.

Le 15 août 1912, Jules Destrée, député et futur ministre belge, lui donnera raison. Les tensions linguistiques n'avaient jamais cessé. Depuis 1873, les Flamands avaient obtenu la première loi reconnaissant leur droit à être jugés en flamand. Ils ne seraient jamais rassasiés. Destrée publiait alors une *Lettre au roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre* adressée à Albert I^{er} :

« Laissez-moi vous dire la vérité, la grande et horrificante vérité. Vous régnez sur deux peuples. En Belgique, il y a des Wallons et des Flamands. Sire, il n'y a pas de Belges. J'entends par là que la Belgique est un État politique assez artificiellement composé, mais qu'il n'est pas une nationalité. La fusion des Wallons et des Flamands n'est pas possible. »

En 1830, Talleyrand avait écarté un fils de Louis-Philippe comme roi des Belges. Les Anglais n'en voulaient à aucun prix. Ils en pinçaient pour un Allemand : Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha. Il présentait le triple avantage d'avoir combattu Napoléon dans l'armée russe, d'être d'origine allemande, mais aussi l'oncle de la reine Victoria. Il épouserait une fille de Louis-Philippe ; mais les journaux républicains, en France, le surnommèrent « le Préfet anglais ». D'instinct, et d'expérience, les milieux républicains soupçonnèrent Talleyrand d'avoir été payé en or anglais.

À l'époque, la presse républicaine rejeta avec lyrisme les accords de Londres : « La Belgique ! Était-ce une conquête, un caprice d'un jour ? C'est l'ambition légitime des siècles ; c'est notre bassin creusé par la nation ; ce sont nos places armées de nos mains, élevées avec notre or, et arrosées de notre sang ; la Belgique, c'est la lutte de 1 400 ans. »

Talleyrand les surnommait « les fous furieux ». Au-delà des célèbres « douceurs », il voulait préserver la paix, à tout prix, même à celui de la domination française sur l'Europe.

Talleyrand accepta la neutralité de la Belgique, imposée par les Anglais. Les données de 1815 n'avaient pas changé. Talleyrand, nous raconte son biographe Emma-

qu'accroître de seulement 0,1 enfant le taux de fécondité de la métropole » (*Le Figaro* du 21 août 2008). Les plus subtils mettent en garde contre l'impression fautive que donne l'Île-de-France qui, avec les grandes villes françaises, accueille l'essentiel de la population immigrée.

Ce conflit rappelle un peu celui qui opposa l'INSEE et les ménagères au sujet de l'inflation, après la naissance de l'euro en 2002. Même fureur d'un côté, même mépris de l'autre ; même dialogue de sourds entre l'« observation » et les « chiffres », l'« expérience » et le « savoir ». Les statisticiens de l'INSEE ont fini par reconnaître que leurs calculs ne prenaient pas bien en compte l'inflation particulière des produits alimentaires et des matières premières dans le « panier de la ménagère », parce qu'ils la compensaient « artificiellement » par la baisse des prix des produits de haute technologie (écrans plats, ordinateurs, etc.).

Les Français observent la rue, le métro, les salles de classe, surtout dans les quartiers populaires, et constatent l'évidence, ce que Tahar Ben Jelloun appelle joliment « la recomposition du paysage humain ». Et que d'autres, plus amers, qualifient de « grand remplacement ». Les experts protestent encore : « Ce sont des Français. » Argument imparable, mais qui prouve qu'un biais idéologique, certes moral et légitime – ne pas remettre en question la nationalité des « nouveaux Français » – altère la présentation des chiffres. La France est le seul pays d'Europe où l'ancienneté continue de l'immigration de masse, le droit du sol, et l'interdiction des statistiques ethniques se conjuguent pour rendre toute discussion scientifiquement impossible. Tout le reste est idéologique.

« Les chiffres sont des êtres fragiles qui, à force d'être torturés, finissent par avouer tout ce qu'on veut leur faire dire », ironisait le grand démographe Alfred Sauvy. La part des étrangers dans la population française est restée stable depuis 1975 et même les années 1930 : 10 %. Chiffre invariablement brandi depuis trente ans. Chiffre indiscutable. Chiffre d'une rare mauvaise foi pourtant. Imaginons que surviennent cent millions d'Africains (ou de Chinois ou de Brésiliens) dans notre beau pays ; on donne aussitôt une carte d'identité à chacun ; la part d'étrangers dans la population française n'aura pas bougé d'un millième de point. C'est ainsi que l'on a agi depuis trente ans : aux cent mille étrangers, solde annuel entre les entrants et les sortants (deux cent mille depuis dix ans), sans tenir compte des irréguliers, ont correspondu autant de naturalisations.

On torture de même les chiffres de fécondité des femmes étrangères. À partir des mêmes résultats (2,57 enfants par femme algérienne, 2,97 pour les Marocaines, 3,2 pour les Turques, 2,86 pour les Africaines), les uns notaient qu'en France celles-ci faisaient moins d'enfants que dans leur pays d'origine (sauf les Turques et les Tunisiennes), et les autres relevaient qu'elles en faisaient nettement plus que les Françaises d'origine européenne (1,7). Personne ne notait (ou ne voulait noter) que ce dernier chiffre franco-français n'était pas si éloigné des chiffres désastreux de nos voisins européens (1,75 en Suède, 1,74 en Grande-Bretagne, 1,37 en Allemagne, 1,33 en Italie, 1,32 en Espagne).

Un démographe dissident, Jérôme Dupaquier, évaluait la part des naissances d'origine africaine ou turque

à 11,6 % en 2008, 13,4 % en 2013... et 18 % en 2020. Il ne comptait plus la part de la population d'origine maghrébine.

Les experts et la loi parlent uniformément de citoyen français, en fonction de la nationalité ; le Français de la rue constate la modification de la composition du peuple français. Les experts et la loi nous interdisent de nous poser la question que les gens posent sans cesse. Les chiffres ne séparent pas non plus la natalité de la métropole et celle, bien plus dynamique, des territoires d'outre-mer. Les Antillais seraient très choqués – avec raison – de semblable distinction. Mais la vision du Français de la rue – un Noir est un Noir – ignore les dissensions entre Africains et Antillais, et rejoint ironiquement l'idéologie de la négritude.

Le spécialiste de l'immigration à l'Élysée, Maxime Tandonnet, mange le morceau : évaluant le solde migratoire à 200 000 par an (alors que l'INED parle de 65 000), sans tenir compte des clandestins (la police, dit-il, procède à 80 000 interpellations de personnes qui ne figurent dans aucun fichier), et compte tenu, ajoute-t-il, du nombre de naissances étrangères en France (environ 100 000 par an), l'apport « allogène » au peuplement de notre pays, essentiellement originaire du continent africain, représente environ un tiers en tendance du renouvellement démographique. On est loin de l'indice de fécondité de 0,1 % de l'INED, dont on peut se demander d'ailleurs l'utilité. Et plus près de ce que les Français de la rue observent.

Notre dynamisme démographique est branché sur le moteur à explosion maghrébin et africain ; les dissimu-

lations imprécatoires des Lyssenko de l'INED n'y changeront rien.

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'immigration étrangère soutient généreusement une natalité française en berne depuis le début du *xx^e* siècle. En 1927 déjà, Alfred Sauvy avait estimé que les francisations survenues entre 1872 et 1927 avaient contribué à la moitié de l'accroissement démographique de ces années là. Le bilan d'un siècle opéré par Michèle Tribalat en 1986 conduisait la démographe à attribuer à l'immigration étrangère plus de 40 % de l'augmentation du nombre d'habitants depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. La même estimait que, dans les quatre dernières décennies du *xx^e* siècle, l'immigration étrangère représentait près de la moitié de la croissance démographique française.

Même si elle n'est pas un pays officiellement d'immigration comme les États-Unis, le Canada, ou Israël, la France n'en a pas moins développé une tradition et un savoir-faire originaux d'accueil de populations étrangères : l'assimilation, volontaire ou forcée, par un État impérial et égalitaire qui veille à ce que ne se constitue pas, au fil des générations, une population étrangère exclue du corps de la nation. Aux yeux de Fernand Braudel, cette assimilation a été la clef de l'« intégration sans douleur » de ces immigrés qui « se sont confondus vite dans les tâches et les replis de notre civilisation », tandis que leurs cultures d'origine « ont apporté une nuance de plus à notre culture complexe ».

Sans douleur pour la France. Mais pas pour l'immigré. Pour devenir français, l'immigré devait se dépouiller d'une partie de son identité, conceptions religieuses

heurtées par les rigueurs mécréantes de la laïcité, vêtements, nourriture, mode de vie, langue, jusqu'au prénom des enfants. « Juif à la maison, français dans la rue », résumèrent admirablement les israélites qui se voulurent longtemps les meilleurs élèves de l'assimilation à la française. Ce ne fut pas sans souffrances ni découragement. On prétend aujourd'hui qu'Italiens et Polonais se fondirent aisément dans une population européenne et catholique. Dans son livre sur les immigrés italiens, *Voyage en Ritalie*, l'historien Pierre Milza révèle que près des deux tiers des Italiens sont repartis, et près de la moitié des Polonais : « Si on peut estimer à 3 500 000 l'effectif des migrants transalpins qui ont pris, entre 1870 et 1940, le chemin de la France (...) le nombre de ceux qui ont fait souche ne dépasse guère 1 200 000 ou 1 300 000 personnes » Sont restés les plus assimilables, qui mettaient l'amour de la France et le destin de leurs enfants dans la « grande nation » au-dessus de leurs traditions familiales et communautaires.

Pourquoi la France exige-t-elle tant de ceux qui la rejoignent ? Un complexe inouï de supériorité culturelle, qui persuade les Français que leur art de vivre, leur culture, leur civilisation, sont supérieurs ? Sans conteste. Dès le XVII^e siècle, La Bruyère les avait pourtant prévenus : « Tous les étrangers ne sont pas des barbares et tous nos concitoyens ne sont pas civilisés. » Les Français n'en avaient cure. Ils reprirent l'ancienne distinction gréco-romaine qui englobait le reste du monde sous la terminologie méprisante de « Barbares ».

Lawrence d'Arabie, nous observant avec cette lucidité distanciée des Anglais que donne la détestation amusée

qu'ils nous vouent, comparait très pertinemment dans son récit épique *Les sept piliers de la sagesse* les comportements opposés des Anglais et des Français à l'égard des populations alors colonisées : « Les Français, bien que partant d'une doctrine analogue du Français incarnant la perfection de l'humanité (dogme chez eux et non pas secret instinct), ont continué au contraire à encourager leurs sujets à les imiter : même si ces derniers ne pouvaient jamais arriver à leur hauteur, leur mérite pourtant serait plus grand s'ils s'en approchaient. Nous considérons l'imitation comme une parodie ; eux, comme un compliment. »

Les Français copiaient une fois encore les Romains qui assimilèrent progressivement les Gaulois, en sélectionnant des élites gallo-romaines, et accordèrent la citoyenneté romaine et l'entrée au Sénat aux plus brillants d'entre eux. Michelet prétendait que le discours de l'empereur Claude admettant les Gaulois au sein du Sénat romain était « le signe de notre initiation dans le monde civilisé ». La France fit de même avec ses colonisés, le normalien Senghor ou encore le ministre Houphouët-Boigny incarnant la quintessence de l'Afro-Français, donnés en modèle d'assimilation aux autres Africains.

Mais Gibbon nous a aussi appris dans son célèbre *Déclin et chute de l'Empire romain*, que la décadence de Rome s'inscrivit dans son impuissance croissante à assimiler les populations barbares. Dans le même temps, la nouvelle foi chrétienne remplaçait lentement mais sûrement l'antique Vertu de la République romaine tant décriée, brocardée, oubliée au fil des siècles. L'historiographie contemporaine

(Alessandro Barbero, *Barbares, immigrés, réfugiés et déportés dans l'Empire romain*) confirme l'intuition du grand Anglais ; et situe également le basculement décisif en 376, lorsque les Goths, fuyant l'avancée des Huns, demandèrent l'asile aux Romains pour des raisons humanitaires. Ceux-ci tergiversèrent, négocièrent. Dans la confusion, l'armée romaine fut attaquée et détruite, l'empereur Valens mourut. Son successeur Théodose s'efforça d'intégrer les Goths comme l'avaient été les précédentes vagues d'immigrés. En vain. Pourtant, l'administration romaine, même corrompue et brutale, ne manquait pas de savoir-faire. Depuis l'édit de Caracalla en 212, qui accordait la citoyenneté romaine à tous les habitants de l'Empire, on avait assisté à une lente mais efficace romanisation des Barbares venus de Germanie, mais aussi d'Afrique ou d'Arabie. Les nouveaux venus « à la recherche du bonheur romain » adoptaient les mœurs de leur nouvelle patrie, romanisaient leurs noms, parlaient latin, vivaient, mangeaient, s'habillaient, se mariaient à la romaine ; les Flavius – patronyme souvent adopté par les anciens Barbares – étaient nombreux dans l'armée romaine qui s'avérait un remarquable « melting-pot ». De nombreux Barbares se hissèrent aux plus hauts grades, à l'instar, note Alessandro Barbero, d'un Colin Powell, fils d'émigré jamaïcain devenu ministre de la défense, ou d'un Shinseki, fils d'un japonais, chef d'état-major de l'armée, tandis que le commandant des troupes en Irak avait pour nom Ricardo Sanchez.

Mais à trop vouloir prouver, à trop vouloir lisser, à trop respecter les canons du politiquement correct, à ne plus parler d'« invasions barbares », mais d'« immigrés »,

puisque les Barbares étaient déjà dans la place, les historiens d'aujourd'hui renouent paradoxalement avec l'optimisme béat qu'ils reprochent justement aux élites de l'Empire romain. À leurs yeux jamais dessillés, ces Barbares renflouaient les campagnes décimées par les épidémies, cultivaient les champs, payaient des impôts et remplaçaient efficacement des Romains lassés par les rigueurs de la conscription pour défendre l'Empire aux frontières. Pourtant, à l'époque déjà, les Cassandre ne manquaient pas : lorsqu'il relate précisément les événements de 376, Ammien Marcellin ironise amèrement sur la constance avec laquelle les autorités romaines organisèrent la traversée du Danube par les réfugiés : « On s'efforçait avec grand zèle de faire en sorte que ne demeure à l'arrière pas même un seul de ceux qui auraient subverti l'État romain. » Durant ces mêmes années, Sulpice-Sévère déplore l'accueil sur le sol romain d'autant de gens qui ne font que semblant de se soumettre ainsi que la présence « dans nos armées et dans nos villes de tant de barbares qui vivent parmi nous et dont nous ne voyons pas qu'ils s'adaptent à nos coutumes ».

Au IV^e siècle, les violences, les pillages, les agressions se multiplient. Les grands propriétaires latifundiaires s'entourent de milices privées. Mais lorsque le commandant romain de la cité de Tomi en Scythie, Gérontius, attaque et disperse un contingent de Goths qui mettaient la région à feu et à sang, il est destitué et soumis à une procédure d'enquête, « fait révélateur de l'impasse dans laquelle se trouvait désormais le gouvernement impérial, trop dépendant de l'épée des Goths pour

pouvoir s'en passer » (Barbero). Jadis, les bandes fournies par les Goths pour lutter contre la Perse, une fois accomplie leur mission, étaient réparties dans leur patrie, les bras chargés de présents. Désormais, les « mercenaires enrôlés à une échelle sans précédent » s'installaient avec femmes et enfants. L'Église chrétienne naissante favorisa ce tropisme ; assoiffée de conversions nouvelles, elle trouvait chez les Goths des ressources inépuisables. Jusqu'au bout, les classes dirigeantes de l'Empire, anciennes et nouvelles, continuèrent d'encourager l'immigration pour des raisons humanitaires et religieuses.

Le christianisme a été remplacé aujourd'hui par ce que Régis Debray appelle la religion des droits de l'Homme. On retrouve chez nos élites, surtout françaises, un comportement similaire à celui de leurs devancières romaines. Les grands prédicateurs de la RDH, philosophes, politiques, chanteurs, acteurs, comme leurs prédécesseurs chrétiens, enrôlent et bénissent des millions de « barbares » étrangers sous leur resplendissante bannière, sans se préoccuper de savoir si ceux-ci croient réellement à la nouvelle foi, encore moins s'ils ont envie d'adopter les mœurs de leur nouveau pays ; et se moquent éperdument de l'avis des populations autochtones qui subissent stoïquement ces vagues infinies. L'histoire de l'Empire s'est achevée comme on le sait tragiquement, non par des « invasions barbares », mais, selon Alessandro Barbero, par « la perte de contrôle gouvernemental de ces territoires [qui] hâtèrent la naissance progressive de royaumes, d'abord autonomes, puis réellement indépendants, précipitant ainsi [...] la chute de l'Empire romain ».

L'assimilation est individuelle ; elle interdit à tout groupe constitué sur des bases ethniques ou culturelles de se rassembler et de se retrancher du reste de la nation sur une partie du territoire ; d'y imposer ses propres lois. Ainsi, Rome ne toléra-t-elle longtemps, jusqu'à la catastrophe ultime, aucun « *imperium in imperio* ». On a montré comment le pouvoir français – monarchique, impérial ou républicain – a réprimé tout « État dans l'État », quitte à courir le risque du despotisme. C'est que notre pays n'en a jamais fini avec les guerres civiles, réelles ou fantasmées.

Emmanuel Todd nous en donne la raison la plus séduisante : la France est le seul pays d'Europe dans lequel ont cohabité deux modèles familiaux. Autour du Bassin parisien, un modèle libéral de famille nucléaire, égalitaire ; dans le Sud et l'Ouest, une famille-souche, à la fois autoritaire et inégalitaire. Ces deux modèles familiaux sont pour Todd les matrices de deux régimes politiques opposés, l'un libéral et égalitaire, l'autre conservateur et aristocratique.

Or, avec l'immigration arabo-africaine, notre pays connaît à nouveau un conflit du même type. La famille française contemporaine, finalement alignée sur le modèle de l'Île-de-France, est exogame, nucléaire, égalitaire et libérale. L'« échange des femmes », comme disent les ethnologues, a façonné l'histoire matrimoniale de notre pays : entre deux champs ou villages voisins, entre Picards et Marseillais, Bretons et Auvergnats ; la femme y reçoit traditionnellement la même part d'héritage que l'homme.

La famille musulmane est polygame et endogame ; elle repose sur la loi du clan, et donne ses femmes aux cou-